

ÉCONOMIE

DEXIA, LE FUKUSHIMA BELGE

La France et surtout la Belgique sont en proie à une gueule de bois financière qui a pour nom Dexia. Ce fut un jour une banque franco-belge aux colossales ambitions internationales, aujourd'hui ce n'est plus qu'une holding criblée de dettes. Les pouvoirs publics français et surtout belges se sont portés garants pour une part importante de celles-ci: si Dexia ne peut pas rembourser ses dettes, elles incomberont aux États français et belge, autrement dit aux contribuables français et belges. À la fin de 2012, la dette totale de Dexia s'élevait à 1 000 milliards d'euros.

Dexia est née en 1996 de la fusion du Crédit communal de Belgique et du Crédit local de France. Elle était leader au plan mondial pour l'attribution de crédits au secteur public, mais en Belgique elle avait aussi une activité de banque de détail pour les particuliers. Et c'est bien là que se situe le vice du modèle d'entreprise de Dexia: en Belgique, la banque collectait auprès d'épargnants des fonds dont une grande partie - quelque 20 milliards d'euros en 2009 - était transférée vers la France, le Crédit local de France s'en servant ensuite pour financer des collectivités locales dans le monde entier. Mais qu'en est-il si ces dernières ne peuvent plus rembourser? Comment les épargnants belges récupèrent-ils leur argent? Entre-temps, l'Europe a interdit le transfert de capitaux tel qu'il se pratiquait chez Dexia.

Quand l'Europe est intervenue, il était cependant déjà trop tard. À l'automne 2008, la crise économique se propageait, de plus en plus âpre, assurément après la faillite de la banque d'affaires américaine *Lehman Brothers*. Les premières grosses pertes pour Dexia surgirent alors: Dexia détenait aussi, à travers sa filiale américaine FSA, beaucoup d'actifs toxiques qui s'avérèrent soudain ne plus valoir grand-chose. Le titre Dexia tomba en chute libre.

Le 28 septembre 2008, les autorités belges sauvèrent de la faillite la plus grosse banque du pays, Fortis, par une nationalisation. Un peu plus tard, la banque fut revendue à la banque française



BNP Paribas. La même semaine, Dexia dut, elle aussi, être secourue avec l'aide des pouvoirs publics belges et français. Aussi bien Fortis que Dexia étaient *too big to fail*: en cas de faillite, elles auraient entraîné l'ensemble du système financier, et cela devait être évité à tout prix. Le 30 septembre, on apprit une augmentation du capital de Dexia de 6,4 milliards rassemblés par les autorités belges, françaises et luxembourgeoises, et par les investisseurs institutionnels existants.

Rapidement, il apparut que dans l'opération de sauvetage de Dexia, les Français purent contraindre les Belges à d'importantes concessions. C'est ainsi qu'un Français fut nommé à la direction: Pierre Mariani, alors membre de la direction de BNP Paribas et ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy quand celui-ci n'était encore que simple ministre de la République française. Comme «contrepoids belge», l'ancien Premier ministre Jean-Luc Dehaene devint président du groupe Dexia. Aussi bien en Belgique qu'en France, Dexia était de plus en plus imbriquée dans la politique.

Mais cette augmentation de capital ne signifiait pas - loin de là - que Dexia était tirée d'affaire. Les choses allèrent même de mal en pis, car personne n'accordait plus confiance à cette banque, or la confiance est un facteur crucial dans le monde de la finance. Aussi, la Belgique et la France tentèrent de réagir: en octobre 2008, Dexia reçut une garantie d'État de la Belgique, de la France et du Luxembourg pour un total de 150 milliards d'euros. Au cas où Dexia ne pourrait pas s'acquitter de ses obligations financières, ces pays viendraient à la rescousse. Ce qui est frappant dans

cet arrangement, c'est que la Belgique devait assumer le plus gros du risque présenté par Dexia, à savoir 60,5 pour cent, et la France seulement 36,5 pour cent.

La situation de Dexia ne s'améliora guère et, le 10 octobre 2011, l'État belge reprit la branche belge de Dexia afin de venir au secours des épargnants belges. Il déboursa 4 milliards d'euros dans l'opération. Les «parties saines» de l'entreprise furent confiées à une nouvelle banque, Belfius, en mesure d'accueillir les épargnants. La banque résiduelle, une holding comportant d'innombrables actifs toxiques et postes déficitaires, conserva le nom de Dexia. Ce que valent encore ces actifs toxiques, quel sera le montant des pertes à l'arrivée, cela est et demeure confus.

L'économiste flamand Geert Noels a un jour comparé le dossier Dexia à l'accident nucléaire japonais de Fukushima: grande attention au moment de la catastrophe elle-même, grand silence durant le nettoyage, tandis que le rayonnement poursuit simplement son œuvre de destruction et qu'aucun responsable n'est plus désigné. Dexia est effectivement le Fukushima financier de la Belgique: le pays est garant à hauteur de 54 milliards d'euros. Cela représente 17 pour cent de son produit intérieur brut. La Belgique ne peut donc en aucun cas se permettre un effondrement de Dexia. Pour les prochaines années, le pays n'a d'autre choix que d'éponger sans cesse les dettes en injectant de l'argent frais. Et cela, durant des générations.

EWALD PIRONET

(TR. M. HARMIGNIES)